

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MAI 2016

PRESENTS : (12)

Mmes AUBIN, FOSSAT, I. PETIT, VIGNAUD, BOUYOU,
MM. P. PETIT, BILLOT, DULEAU, PION, LANDA, GODFROY, BOUYSSOU,

EXCUSES : (3)

Mme ZEKRYTY (pouvoir R. BILLOT),
MM. DUTHIL, RAMBAUD (pouvoir JP. LANDA),

SECRETAIRE DE SEANCE

Mme FOSSAT

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que par le fait qu'elle n'ait pas tous les éléments nécessaires à la prise de décision concernant les dossiers des compteurs Lynky et Gazpar et l'étude du diagnostic énergétique pour les bâtiments communaux, ces sujets sont reportés.

- APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MARS 2016 :

Mr Godfroy demande à ajouter les raisons des abstentions de Mr Landa. Mme la maire indique que Mr Landa était absent et avait donné son pouvoir à Mr Rambaud qui lors des votes n'a pas cité ces raisons. Elles ne seront donc pas intégrées. Mr Rambaud comme Mr Landa n'ont d'ailleurs pas fait de remarques à ce sujet.

Après intégration de remarques de Mr Pion concernant la transmission des documents avant le conseil municipal et celle de Mr Godfroy sur l'erreur du numéro de la délibération, les membres du conseil municipal approuvent le compte rendu du conseil municipal du 31 mars 2016.

Votants	14	
Pour	8	
Contre	4	Jean-Luc Pion, Roger Godfroy, Jean Paul Landa pour lui-même et pour Alexis Rambaud dont il a le pouvoir
Abstention	2	Laure Bouyou et Francis Bouyssou

- COMPTE RENDU DES DECISIONS DU MAIRE

Madame la maire rend compte aux membres du conseil municipal des décisions prises depuis le 31 mai 2016.

- 2016-05-20 –ADMISSION EN NON VALEURS M14

Madame La Maire expose la demande de Monsieur Le Percepteur en date du 06 avril 2016 par lequel il sollicite l'admission en non-valeur (c'est à dire la suppression des dettes) d'une somme de 125€ correspondant à des impayés au titre de redevances pour la fourrière municipale.

Monsieur Le Percepteur motive sa demande en précisant qu'un des redevables est décédé et la demande de renseignement a été négative (100€). Le montant de la dette du deuxième redevable (25€) est inférieur au seuil de poursuite

Dans le cas d'une acceptation, les crédits nécessaires sont à prévoir au compte 6541 - Pertes sur créances irrécouvrables" sur le budget 2016.

Les membres du Conseil municipal acceptent de prendre en compte ces impayés irrécouvrables au titre du budget Général M14 article 654.

Votants	14	Délibération n° 2016-05-20
Pour	14	
Contre	0	
Abstention	0	

- 2016-05-21 - DELIBERATION ACCORDANT LA RETROCESSION D'UNE BANDE DE TERRAIN AU BOURG

Madame La Maire rappelle que par délibération 10/02/2000 du trois février 2000, la municipalité a approuvé la délibération concernant l'acquisition de deux parcelles de terrains non constructibles situées au Bourg pour y installer deux postes de refoulement d'assainissement.

Mr et Mme EDME ont accepté la cession gratuite à la commune de la parcelle AK 310 (11m²) le 09 septembre 2002. Suite à la création de la Step du Bas du Bourg, le poste de relevage qui n'était plus d'utilité a été enlevé en 2015. La parcelle se situant juste devant l'entrée de Mr et Mme EDME, ils souhaitent la racheter.

Renseignements pris auprès du service des domaines, ainsi qu'auprès du notaire :

« Compte tenu de la faible valeur marchande de la parcelle, de son acquisition à titre gratuit par la commune et d'une rétrocession à l'ancien propriétaire, la transaction peut être consentie à l'euro symbolique ».

Mme La Maire demande l'autorisation aux membres du conseil municipal

- de rétrocéder cette parcelle à l'euro symbolique aux anciens propriétaires

Après délibération, les membres du conseil municipal

- acceptent la cession de la parcelle AK 310 (11m²) au profit de Monsieur et Mme EDME.

- mandatent Mme la Maire pour mener cette cession et signer tous les documents et actes s'y afférents.

Votants	14	Délibération n° 2016-05-21
Pour	14	
Contre	0	
Abstention	0	

- 2016-05-22 - DELIBERATION DE DEMANDE DU FDAEC 2016 :

Mme le Maire fait part à ses collègues des modalités d'attribution du Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes (F.D.A.E.C) votées par le Conseil Général au cours de l'assemblée plénière. En réunion cantonale du 24 mars 2016 dernier, il a été envisagé l'attribution de la somme de 15 595 € à la commune de HAUX.

Mme le Maire propose de réaliser en 2016 les opérations ci-dessous, sachant que le total de ces opérations sera supérieur de 20% minimum au montant de F.D.A.E.C.

OBJET	Entreprise	Devis	Montant HT
Travaux de mise en place d'un thermostat indépendant pour le chauffage de l'agence postale	AED	DEV000308	398,87 €
Achat d'un lave vaisselle pour la cantine scolaire	SOVEMATIC	Devis 16DCD	3 048,00 €
Achat d'une tondeuse et de matériel pour l'entretien des espaces verts	DESTRIAN	2016/040027	4 635,83 €
Achat de matériel pour la mise en accessibilité	VIVADIA		374,17 €
Création d'une aire de stockage en bas du Bourg	ABADIE	10010752	11 849,70 €
TOTAL			20 306,57 €

Le montant total de ces dépenses s'élève à 20 306,57 € HT 24 367,88 € TTC. ELLES sont prévues aux programmes d'investissements 2016 et la part restant à la charge de la commune sera de plus de 20% du montant HT des dépenses.

Après avoir entendu l'exposé de la Maire, les membres du conseil municipal acceptent la ventilation du FDAEC 2016 sur les dépenses citées précédemment.

Votants	14	Délibération n° 2016-05-22
Pour	14	
Contre	0	
Abstention	0	

- 2016-05-23 – DESIGNATION D'UN ASSISTANT AU CORRESPONDANT DEFENSE :

Mme La Maire rappelle que par délibération 28/04/15 du 22 avril 2015, ont été désignés correspondant défense titulaire Mme VIGNAUD Camille et suppléant Mr PETIT Patrick.

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal de la proposition d'une administrée, Sylvia GIRAL, réserviste citoyenne dans l'armée de l'air, de porter assistance à la représentante communale.

Mme La Maire précise que la directive du 26 octobre 2001 stipule que le correspondant défense doit être désigné au sein de chaque conseil municipal selon les règles démocratiques en vigueur.

Cependant, le correspondant défense peut se faire assister avec l'accord du conseil municipal par un administré dont les connaissances ou l'expérience en matière de défense lui seront utiles.

Aucune condition particulière n'est requise et toutes les initiatives peuvent être prises en la matière. Toutefois, aucun citoyen ne peut prétendre, en invoquant sa qualité ou la nature des fonctions qu'il occupe ou qu'il aurait occupé, être désigné d'office assistant du correspondant défense.

La décision revient en dernier ressort au correspondant lui-même, en accord avec le conseil municipal.

Mme Camille VIGNAUD ne voyant aucun inconvénient à être assistée, Mme La Maire demande aux membres du conseil municipal de donner leur accord pour que Mme Sylvia GIRAL soit désignée assistante au correspondant défense.

Les membres du conseil municipal acceptent la désignation de Mme Sylvia GIRAL en qualité d'assistante au correspondant défense.

Votants	14	Délibération n° 2016-05-23
Pour	9	
Contre	3	Roger Godfroy, Jean-Paul Landa et Francis Bouyssou qui pensent que c'est la place d'un élu !
Abstention	2	Laure Bouyou et Jean-Paul Landa pour Alexis Rambaud dont il a le pouvoir.

- 2016-05-24 - MODIFICATION DE LA DESIGNATION DU REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU SMEGREG :

Mme La Maire rappelle que par délibération 28/04/15 du 22 avril 2015, Mr BILLOT Romain a été désigné représentant titulaire de la commune de Haux au SMEGREG.

Mr BILLOT a fait part de sa difficulté d'assister aux réunions pour des raisons personnelles et professionnelles et demande à être remplacé.

Mme La Maire invite les membres du conseil à présenter leur candidature avant de passer au vote à bulletin secret.

Mme Aubin est candidate

A l'issue des votes, Mme AUBIN est désignée représentante titulaire de la commune de Haux au SMEGREG

Votants	14	Délibération n° 2016-05-24
Voix Pour	10	
Bulletins Blancs	3	
Bulletin Nul	1	Nom d'une personne non candidate
Abstention	0	

- 2016-05-25- AVIS SUR PROJET DISTILLERIE DOUENCE :

Mme La Maire indique aux membres du conseil municipal comme elle l'avait précisé dans la note du 26 mai que la commune doit émettre un avis sur le dossier de la distillerie Douence soumis à l'enquête publique. Elle ouvre donc le débat et invite les membres du conseil municipal à donner leurs avis avant de délibérer.

R. Godfroy : Je suis arrivé jeune dans la commune, la distillerie existait déjà, il y a eu beaucoup d'améliorations. La distillerie nous rapporte des sous.

N. Aubin, R. Billot, M. Duleau, H. Fossat, I. et P. Petit partagent les mêmes arguments :

Ayant lu le dossier et participé à la réunion publique de St Genès où des arguments techniques ont été avancés de manière calme mais ferme par les intervenants, nous sommes en droit de nous poser des questions sur les contrôles techniques sur lesquels s'appuie l'autorisation d'exploiter de la distillerie. Ces contrôles sont anciens, ils datent de 2005 pour la plupart.

Est-ce un problème de moyens de la DREAL ? Les restrictions budgétaires de la fonction publique permettent-elles un contrôle et un suivi réel par les services de l'Etat ? Départs à la retraite non remplacés, personnel contractuel ou autre ? Quels moyens réels ?

Nous souhaitons que les services de l'état puissent pleinement jouer leur rôle et nous rassurer sur tous les rejets (fumée, odeur, boues, stockage...) en modifiant, s'il le faut, leurs normes (nuit, jour, information ou non information des propriétaires...)

Le dossier indique une augmentation de l'activité de 160%, Mr Douence répond que c'est seulement le chiffre d'affaire qui augmente.

Il est important qu'une étude épidémiologique soit faite.

En l'état actuel, sans contrôle réel récent, sans prise en compte du fait que la distillerie est dans une cuvette, sans garantie d'une commission de suivi avec les habitants, les élus, nous n'avons pas les garanties nécessaires sur l'impact santé et bien-être de nos habitants.

JL. Pion : en tant qu'utilisateur, ne peut dénigrer la distillerie. A la réunion publique les représentants de la DREAL n'ont rien dit de négatif, donc les normes doivent être respectées.

L. Bouyou : C'est un avis facultatif, le préfet en fera ce qu'il voudra. Pas convaincue que des contrôles changeraient des choses.

Contexte :

Monsieur le directeur de SAS Distillerie Douence a déposé un dossier en vue d'obtenir la régularisation administrative d'autorisation d'exploiter une distillerie sur les communes de St Genès de Lombaud et de Haux relevant de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Une enquête publique (arrêté préfectoral du 19 avril 2016) est en cours du 17 mai au 18 juin 2016 afin de connaître l'avis des habitants des communes de St Genès, Haux, Baurech, Capian, Créon, Langoiran, Madirac, St Caprais de Bordeaux, La Sauve, Tabanac, Le Tourne, sur la demande présentée, au titre de la réglementation des installations classées. Le dossier est déposé pour consultation et avis dans les mairies de St Genès et de Haux et des permanences du commissaire enquêteur sont programmées.

Comme le prescrit la Loi, chaque conseil municipal concerné est invité à donner son avis sur le dossier déposé par l'exploitant.

Mme la Maire indique :

Qu'elle a le devoir de par sa fonction de veiller à la santé publique et au bien-être des habitants de la commune.

Que le conseil municipal reconnaît l'utilité de la distillerie pour l'activité viticole et souhaite qu'elle puisse se poursuivre.

Que depuis plus de quarante années les investissements de l'industriel pour la santé des personnes et pour la protection de l'environnement ont été réalisés souvent sous la pression du milieu associatif.

Délibération :

- Vu les plaintes et une inquiétude réelle des habitants de plus en plus attentifs aux questions environnementales :
 - Suspicion de taux plus élevé sur le territoire de maladies connues pour être de cause environnementale. Ce point pose la question de la nécessité de mise en œuvre d'une étude épidémiologique.
 - Gênes dues aux odeurs âcres, salissures noires et collantes sur les bâtiments, présence de mousses dans les rivières... Ces désagréments ont une incidence concrète sur leur vie, impossible de manger dehors ou de dormir les fenêtres ouvertes si les vents portent les odeurs, dévaluations de leurs biens immobiliers.
- Vu l'avis de l'autorité administrative de l'état compétente en matière d'environnement (DREAL), la consultation du dossier ainsi que la réunion publique,
- Vu la charge de déchets que traitent les lagunes avant rejet dans le Lubert et l'incidence qu'aurait un défaut d'étanchéité des susdites, (cf. DREAL Avis 2016 – 000142, Chapitre II.2.1, P4). La dernière vérification des lagunes remonte à 1999. Le sous-sol géologique est très perméable dans cette partie de la vallée, avec présence de la nappe phréatique de l'Eocène supérieur (grosse réserve d'eau potable) à seulement 20 m sous la distillerie. Nous ne sommes pas convaincus de leur étanchéité. Par ailleurs, la hauteur d'une des digues, de la lagune N° 2, ne nous semble pas en mesure de contenir les débordements qui de ce fait s'en vont dans le ruisseau,
- Vu la nature géologique du sol (formation perméable et essentiellement constituée de sables à passées argilo-sableuses) sur lequel se situent les lagunes, (cf. 1),
- Vu la recommandation de la DREAL concernant l'étude olfactométrique (cf. DREAL Avis 2016-000142, Chapitre II.2.3, P5),
- Vu le dépassement des seuils réglementaires d'émissions de poussières de deux des cheminées (cf. dossier, IV.1.4.4, P49),
- Vu le dépassement d'émissions de COV sur la chaudière de 8MW (cf. dossier, IV.1.4.5, P50),
- Vu l'absence de mesures des émissions de HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) (cf. dossier, IV.1.4.6, P50),
- Vu l'ancienneté des mesures de métaux émis par le séchoir à marcs (2005) (cf. dossier, IV.1.4.7, P51),
- Vu l'ancienneté des mesures de dioxines et furanes sur le séchoir à marcs datant d'octobre 2005, (cf. dossier, IV.1.4.9, P51),
- Vu l'absence d'analyse de dioxines et de furanes pour les chaudières biomasse (cf. dossier, IV.1.5., P52),
- Vu la différence de productions entre la période où ont été effectuées ces analyses et aujourd'hui (160 % d'augmentation de production entre 2011 et 2014),

- Vu que la SAS Douence a augmenté sa production d'alcool et d'amendements de 160% (cf. avis DREAL), alors qu'elle n'en était pas autorisée, et quelle était sous le coup d'une autorisation provisoire en 2011, en attendant une régularisation,
- Vu la dangerosité potentielle d'un stock d'alcool aussi important (334000 L), sans qu'aucun plan d'évacuation des habitants alentours ne soit aujourd'hui prévu,
- Vu l'absence de vérifications de l'étanchéité des canalisations de gaz naturel (cf. dossier, IV.1.5., P52),
- Vu que l'avis de l'autorité précisant qu'aucune extension de la SAS Douence n'est prévue, est contradictoire avec les enjeux du PLUI qui posent comme sujet le développement de la Zone d'Activité de la distillerie.

Dans l'attente de réponses à nos demandes :

- Implantation d'une station Airaq, pour un contrôle permanent et complet, sur un coteau exposé, approprié à une analyse représentative des impacts atmosphériques.
- Mise en place d'un calendrier précis d'investissements à réaliser, soumis par la DREAL, avec des amendes en conséquence en cas de manquement à ce calendrier.
- Proposition d'un plan d'évacuation des riverains en cas d'incident à la SAS Douence (consignes aux maires, consignes aux habitants...).
- Nous nous interrogeons sur l'adaptation des normes de contrôles qui ne tiennent pas compte de l'implantation géographique en fond de vallée de l'entreprise.
- Evolution de la réglementation permettant à une commission indépendante d'avoir un pouvoir de contrôles inopinés. Ces tests doivent être réalisés au plus proche des habitations pour identifier la présence d'éventuels composés chimiques ou nuisances spécifiques non présents sur le site de la distillerie. Le suivi de l'obsolescence du matériel et de son remplacement aux normes en vigueur (suivi de la qualité, de l'entretien et de la mise aux normes du matériel) doit être intégré dans ces contrôles.
- Réduction de la production en horaires de nuit afin de limiter les stagnations matinales de fumées du fait de la moindre pression atmosphérique.
- Mises-en place par le préfet d'une Commission de suivi annuelle permettant de s'assurer du respect des engagements de l'industriel et des demandes exprimées ci-dessus.

Le conseil municipal de Haux ne peut en l'état donner un avis favorable à cette demande d'autorisation. L'avis est donc défavorable, ce afin de **garantir que les habitants de Haux soient en sécurité et sûrs de jouir du « droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé »** (article L220-1 du code de l'environnement).

Votants	14	Délibération n° 2016-05-25
Pour	9	
Contre	0	
Abstention	5	Jean-Luc Pion car en tant que viticulteur utilise les services de la distillerie, Roger Godfroy car l'administration ne fait pas son travail, Jean-Paul Landa il n'y a pas assez de remise en cause des services de l'Etat, Laure Bouyou, Jean-Paul Landa pour Alexis Rambaud dont il a le pouvoir.

- 2016-05-26- AVIS SUR LE SHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE :

Mme La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que suite à l'arrêté du Préfet du 29 mars, les communes doivent émettre un avis sur le projet de schéma départemental de coopération intercommunale.

Elle demande aux conseillers de donner leur avis avant de passer à la délibération proprement dite.

P. Petit : La proposition du préfet n'apporte rien, on reste le même nombre mais on éclate la CDC de l'Artolie. Les portes de l'Entre-deux-mers ne veulent pas nous rejoindre majoritairement. Nous n'avons pas la même philosophie de fonctionnement et peu de points communs. Je ne suis pas convaincu de la nécessité de passer à 30000. On prend le risque d'une liste politique où la commune ne sera pas représentée par des délégués.

R. Billot : On nous demande notre avis et la commission n'en tient pas compte.

H. Fossat : Aucune des délibérations de nos communes ne se trouve dans le schéma proposé par Mr le préfet. Opposée depuis le départ à la loi NOTRe qui, à terme, occulte les petites collectivités dont les communes au profit de grandes entités, nuit aux services de proximité, remet en question les services publics...mais la loi est passée et le problème n'est plus de rester à 15000 habitants comme proposé par les services préfectoraux mais à 30000 afin d'avoir au moins un représentant de notre CDC à la commission régionale. Cette commission recevra les subventions et les redistribuera. En restant à moins, nous n'aurons aucun représentant direct et ce sera donc une double peine pour notre nouvelle collectivité.

Je ne me fais aucune illusion sur le fait que la métropole et la CUB largement majoritaires dans cette commission, remettent en question l'existence des petites entités rurales. Ne parlons pas des petites communes comme la nôtre ! Néanmoins, à choisir entre deux maux, choisissons le moindre et tentons de résister à 30000 pour préserver notre identité rurale et avoir un représentant de cette fusion de communautés de communes à la commission régionale. Enfin quelle que soit la décision nous sommes et serons perdants puisque lors de la dernière commission seule des pratiques politiciennes (et non politiques), des règlements de compte ont permis que soient bafouées les décisions des différents conseils municipaux de notre communauté de communes et à travers elles la souveraineté populaire. Qu'est ce qui empêchera que ça ne se renouvelle pas ?

J.P. Landa : pour régler le problème, il faut supprimer les CDC.

N. Aubin : On ne vote pas en fonction du vote des autres.

Les élus d'aujourd'hui votent pour le futur. Ils peuvent changer et il est important qu'on soit plus de 30000 pour siéger à la conférence régionale. En laissant partir les portes de l'Entre-deux-mers vers la métropole, on a celle-ci à nos portes. Il est important de constituer un ensemble assez fort qui défende le territoire de l'Entre-deux-Mers.

Elle défend un avis défavorable à la proposition de la SDCI et propose un amendement qui rassemble les CdC des Portes de l'Entre deux Mers, du Créonnais, de l'Artolie (moins Paillet et Lestiac).

Après plusieurs tours de table, Mme la Maire décide de soumettre au vote du conseil la délibération sans l'amendement proposé.

1- **Exposé des motifs**

Madame la Maire présente dans un premier temps le contenu de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016

Extrait du contenu de l'arrêté Préfectoral du 29 mars 2016

Article n° 1 Amendement adopté en CDCI du 07-03-2016

Extension de périmètre de la communauté de communes des Portes de l'Entre Deux Mers aux communes de Tabanac, Le Tourne, Langoiran, de la communauté de communes du Vallon de l'Artolie et Lignan-de-Bordeaux, de la communauté de communes du Créonnais, la communauté de communes des Portes de l'Entre Deux Mers comptant 11 communes pour une population municipale de 19 871 habitants.

Article n°2 Amendement adopté en CDCI du 07-03-2016

Extension de périmètre de la communauté de communes du Créonnais ainsi modifiée aux communes de Capian, Cardan et Villenave-de-Rions, de la communauté de communes du Vallon de l'Artolie, la communauté de communes du Créonnais comptant 15 communes pour une population municipale de 16 156 habitants.

Contexte réglementaire

Vu l'article 35 II de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'article L.5210-1-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté d'extension de périmètre de la Communauté de Communes du Créonnais avec l'adjonction des communes de CAPIAN, CARDAN et VILLENAVE de RIONS en date du 12 avril 2016

Vu l'arrêté d'extension de périmètre de la Communauté de Communes des Portes de l'entre deux Mers avec notamment l'adjonction de la commune de LIGNAN DE BORDEAUX en date du 12 avril 2016

Considérant que le projet est adressé, pour avis simple au Conseil Communautaire sur l'extension de périmètre et l'accord de la majorité qualifiée des organes délibérants de l'ensemble des communes intéressées par le projet.

Considérant que les communes et EPCI concernés ont soixante-quinze jours pour se prononcer sur ce projet. A défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable. En cas d'accord de la ½ au moins des conseils municipaux des communes représentant la ½ de la population totale de celles-ci.

Délibération proprement dite

Au vu des éléments du SDCI et considérant que :

- L'arrêté préfectoral en date du 12 avril 2016 ne correspond pas à la majorité des délibérations ni communales ni intercommunales du périmètre concerné.
- Le vote de 17 communes sur les 29 communes composant l'ensemble du territoire concerné est favorable au regroupement des 3 CdC (Communauté de Communes du Créonnais, des Portes de l'Entre Deux Mers et du Vallon de l'Artolie), représentant 20 724 habitants sur 38 913, donc 53,26% de la population totale– soit la majorité qualifiée telle que définie par la CDCI. Ces communes sont : 6 communes de la CdC du Vallon de l'Artolie : Paillet, Cardan, Capian, Villenave de Rions, Le Tourne et Tabanac, 10 communes de la CdC du Créonnais : Baron, Blésignac, Créon, La Sauve Majeure, Le Pout, Lignan de Bordeaux, Madirac, Sadirac, Saint Genès de Lombaud, Saint Léon et 2 communes de la CdC des Portes de l'entre 2 mers : Cénac et Quinsac.
- Cette réorganisation territoriale créée de petites entités : CdC du Créonnais 16 156 habitants, CdC des Portes de l'Entre Deux Mers : 19 871 habitants. Le découpage proposé limite indubitablement leurs perspectives de développement d'une stratégie territoriale et leur capacité à intégrer les futures compétences des Communautés de communes.
- Ce redécoupage territorial ne correspond pas à l'esprit de la loi qui préconisait des fusions d'EPCI et ne va pas dans le sens de la rationalisation de la dépense publique, il va coûter de l'argent public sans aucun bénéfice pour les habitants du territoire.

Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés donne un avis défavorable au projet de schéma départemental de coopération intercommunale tel qu'arrêté par M. le Préfet en date du 29 mars 2016.

Le schéma ne tient pas compte de la majorité des votes des communes.

Les conseillers municipaux s'interrogent sur la nécessité de se prononcer sur le Schéma Directeur de Coopération Intercommunale arrêté par le Préfet le 29 mars 2016, doutant de la prise en compte des propositions des communes, quelles qu'elles soient, puisqu'antérieurement, il y a eu déni de démocratie.

Votants	14	Délibération n° 2016-05-26
Pour	14	
Contre	0	
Abstention	0	.

- 2016-05-27 - SOUTIEN AU POLE TERRITORIAL :

Madame La Maire présente un courrier de demande de soutien du Pôle Territorial :

"Votre commune bénéficie des différents services du Pôle Territorial Cœur Entre deux Mers (ex Pays) depuis plus de 15 ans grâce à l'adhésion de votre Communauté des Communes.

Or votre commune est directement impactée par les fusions en court, et donc à court terme, par une possible perte des services dont vous bénéficiez :

- Services mutualisés du Pôle : Espace Info entreprendre (aide à la création et développement d'entreprise), Espace Droit des Sols (Instruction des actes d'urbanisme), aide à la création de quartiers durables, d'espaces coworking...

- Dispositifs financiers du Pôle : Programme Européen Leader, Opération pour les artisans et commerçants, contrat territorial Régional, prêts d'honneur initiative Gironde, ...

En effet, les communautés de communes issues des fusions devront délibérer en 2017 pour adhérer, soit au Pôle Territorial du Cœur Entre deux Mers, soit au Pays Sud Gironde (article L.5211-18 du CGCT).

J'attire ici votre attention : le nom « d'Entre deux Mers » trouve ici sons sens, car depuis l'année 2000, sous l'impulsion de l'Office de Tourisme de l'Entre deux Mers, nous avons défendu notre identité entre Garonne et Dordogne. Le cœur Entre deux Mers, moitié nord de ce grand territoire, a construit sa stratégie de développement solidaire qui est le fil conducteur de toutes les actions que peut mener le Pôle Territorial.

Premier à se constituer en Gironde il est reconnu par de nombreux partenaires tels que l'Europe, l'Etat, La Grande Région Aquitaine. Il constitue un véritable poids de discussion avec ses 100 000 habitants. Sa structure d'animation fait souvent exemple auprès de ses homologues tant au niveau régional que national pour son dynamisme et son efficacité.

Comment gérer l'ambiguïté d'adhérer à « un Pays sud Gironde » et de revendiquer dans le même sens une identité « Entre deux Mers » ? Souhaitez-vous continuer à bénéficier des dispositifs financiers et des services mutualisés portés par le Pôle Territorial à compter de l'année prochaine ?

Face à ses questions les Vices Présidents du Pôle Territorial et moi-même avons souhaité-vous alerter sur ces *problématiques* auxquelles vous allez très vite confronté. Aussi nous vous proposons d'exprimer votre attachement au Pôle Territorial du Cœur Entre deux Mers

- **en prenant une délibération de principe**, et nous la transmette avant juin 2016.

- **en défendant notre structure au sein de votre future intercommunalité.**

Comptant sur votre soutien....."

Madame La Maire propose de débattre sur le sujet avant de délibérer

N. Aubin : Le périmètre des communautés de communes étant en cours de transformation, le Pôle s'adresse aux communes afin qu'elles réaffirment auprès de leur future communauté de communes l'importance des services qu'il propose :

- Service instructeur droits du sol (Permis de construire...)
- Programme LEADER (fonds européens)
- Aides aux acteurs économiques du territoire
- ..

P. Petit explique que là où les Pôles ont été supprimés, les communes qui sollicitent des financements européens doivent se débrouiller seules face à la bureaucratie européenne.

JL. Pion : Le vote précédent sur le schéma du préfet, n'a servi à rien, alors celui là ...

H. Fossat s'inquiète pour l'avenir des salariés si le Pôle était supprimé.

Mme La Maire propose aux membres du conseil municipal de prendre la délibération suivante :

Considérant que les communautés de communes issues des fusions devront délibérer en 2017 pour adhérer, ou non au Pôle Territorial du Cœur Entre-deux-Mers.

Considérant le souhait de Monsieur Le Préfet dans le Schéma de Coopération Intercommunale SDCI 2016, d'identifier le Pôle Territorial du Cœur Entre deux Mers, comme étant une structure à conserver. De plus, le schéma doit tenir compte de « *l'approfondissement de la coopération au sein des périmètres des pôles métropolitains et des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux constitués en application des articles L. 5741-1 et L. 5741-4 du CGCT* ».

Considérant que la commune bénéficie des différents services du Pôle Territorial du Cœur Entre deux Mers (ex Pays) depuis plus de 15 ans grâce à l'adhésion de sa Communauté de Communes au Pôle.

Considérant que dans le cadre des fusions en cours, la commune va perdre les services dont elle bénéficie si sa nouvelle communauté de communes n'adhère plus au Pôle :

- Services mutualisés du Pôle : Espace info entreprendre (aide à la création et développement d'entreprise), Espace Droit des Sols (instruction des actes d'urbanisme), aide à la création de quartiers durables, d'espaces de coworking...
- Dispositifs financiers du Pôle : programme Européen Leader, Opération pour les artisans et commerçants, Contrat territorial Régional, prêts d'honneur initiative Gironde...

Considérant que le Pôle Territorial construit

- Sa stratégie de développement solidaire sur l'identité géographique et historique de l'Entre-deux-Mers.
- Ses services mutualisés et ses dispositifs financiers en fonction des besoins de ses adhérents

Considérant le courrier transmis par le Pôle territorial, proposant à la commune d'exprimer son attachement au Pôle.

- En prenant une délibération de principe, et la transmettant au Pôle et à sa communauté de communes, avant juin 2016.
- En défendant le Pôle au sein de la future intercommunalité.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, décide :

- D'exprimer son attachement au Pôle Territorial du Cœur Entre-deux-Mers
- De défendre et demander l'adhésion de la nouvelle intercommunalité (créé suite aux fusions) au Pôle Territorial du Cœur Entre-deux-Mers.

Votants	14	Délibération n° 2016-05-27
Pour	8	
Contre	0	
Abstention	6	Laure Bouyou, Francis Bouyssou, Roger Godfroy, Jean-Luc Pion, Jean Paul Landa pour lui-même et pour Alexis Rambaud dont il a le pouvoir.

- DIVERS

Rapport d'activité 2015 de la Bibliomédia

Fond propre : 5327 documents (54% jeunesse / 6% ados / 40% adultes)

Achats de livres : 134 livres – 1641€

164 lecteurs fréquentent régulièrement la Bibliomédia dont 18 nouveaux en 2015

Fréquentation des écoles en baisse liée à des problèmes de déplacement

L'animation « Bébés lecteurs » accueille le 1^{er} mardi de chaque mois 4 gardiennes agréées pour une douzaine d'enfants.

L'utilisation des postes informatique se ralentie

Animations :

La balade contée (1^{er} samedi de septembre) et le goûter de Noël sont maintenant bien identifiés.

+ Rencontre avec les apiculteurs Hauxois - Accueil d'un groupe d'autistes de l'IMP de Carignan - Opération « Lire en short ».

Pass'Lecture : Toutes les bibliothèques de la communauté des communes sont maintenant en réseau. Le site internet est en place, tous les adhérents peuvent ainsi consulter l'ensemble des ouvrages disponibles :

<http://passlecture-cc.opac3d.fr>.

Un adhérent d'une bibliothèque peut accéder à l'ensemble des bibliothèques.

La communauté des communes a investi 1000€ pour la constitution d'un fond d'ouvrage à destination des plus petits. Ce fond circulera dans les différentes bibliothèques.

Programme Voirie : La consultation pour la réalisation des travaux de voirie communale au titre de l'année 2016 est lancée. La commission d'appel d'offre ouvrira les plis Mercredi 15 juin à 18h en présence d'Erik Loot notre assistant à maître d'ouvrage.

Aménagement Entrée Nord RD239 : L'avant-projet, consultable en mairie, nous a été présenté le 18/05. Prochain rdv avec le maître d'œuvre le Mardi 21 juin à 18h30 en mairie.

Internet : Haux fait partie des communes prioritaires dans le programme de « Gironde Numérique ». La déclaration préalable aux travaux de raccordement de notre NRO en fibre optique est arrivée en mairie. Les travaux devraient commencer le 8 juin pour une durée de 120 jours. Ils sont financés par la communauté de commune et le conseil départemental. La présidente de la communauté de communes a interpellé l'Etat à propos de l'inégalité d'accès à internet selon les territoires. En effet, les territoires ruraux sont obligés de financer leurs installations ce qui n'est pas le cas des villes pour lesquelles les opérateurs privés investissent.

Recrutement du 2^{ème} adjoint technique : en cours, date limite de dépôt des candidatures 31 mai 2016

Recrutement adjoint administratif (remplacement de Martine Boyé) :

52 candidatures / 5 reçues en entretien :

Mme la Maire informe qu'après avoir consulté le service documentation du CdG33, elle a décidé d'embaucher Mme Plana (stagiaire sur la commune de janvier à avril) en CDD pour juin, juillet et août afin de tester ses compétences et capacités à temps plein. Si tout se passe bien elle pourra intégrer la fonction publique territoriale comme stagiaire à partir de septembre, voire janvier.

Cette solution nous laisse une porte ouverte pour éventuellement revenir sur cette décision.

Le choix d'une personne formée mais débutante est aussi un choix budgétaire afin de ne pas augmenter le cout de la masse salariale pour la commune.

Roger Godfroy souhaite lire son manifeste :

Dans la fonction publique, l'article 3 du titre 1 de la loi 73-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires indique que, sous désignation prévue par une disposition législative, l'ensemble des postes et des emplois ont vocation à être pourvus par des agents fonctionnaires titulaires.

Le vendredi 20 Mai 2016, nous étions 7 conseillers pour nommer un adjoint administratif.

E d entre nous avons jugé que Mme Plana était la personne qui dépassait le lot des candidatures et de plus, étant agent territorial, elle avait la priorité. Après 3 jours de réflexion, Madame la Maire a eu bon de nommer Madame Plana.

C'est une nomination arbitraire et contraire à la loi. J'entends donc à Mr le Préfet son arbitrage de cette nomination.

Je demande que ce manifeste soit écrit au compte rendu du conseil de ce jour, 31 Mai 2016.

M. GODFROY - conseiller municipal.

P.S - Le Juge administratif a conclu qu'un emploi ne pouvait pas être réservé à des agents non titulaires de droit public - cette procédure étant illégale.

Mme la Maire rappelle qu'elle est en toute légitimité seule responsable du personnel et de sa nomination.

Urbanisme : Lecture d'un courrier de Mme Moreno :

A16/126
MAIRE DE HAUX

MORENO Annie

4 rue de la Passerelle

33100 Bordeaux

27 MAI 2016
MAIRIE DE HAUX

Madame le Maire

HAUX -33550

Lettre remise en mairie

Objet : Recours gracieux au refus du PC 033 201 16 X0007

PJ : extrait plan zone Ne

Madame le Maire ,

Je vous apporte les précisions nécessaires à la reconsidération du refus qui m'a été notifié le 15 / 04 /16 et que je vous avais exposées , lors du rendez-vous que vous m'aviez accordé , le 30 avril dernier .

Zone Ne du PLU :

On peut constater que le découpage de cette zone est incohérent : en effet s'il impacte des parcelles m'appartenant , il impacte aussi une parcelle plantée en vigne appartenant à mon voisin ! Son tracé est insolite par rapport à celui des zones Ne sur les parcelles à proximité .

Il s'agit assurément d'une erreur de dessin qui doit faire l'objet d'une procédure intitulée « rectification d'une erreur matérielle » par application du Code de l'Urbanisme et de sa jurisprudence. L'initiative de cette procédure est du ressort du Maire qui doit prendre l'arrêté correspondant dont la légalité sera normalement soumise au contrôle préfectoral.

Surface au sol autorisée :

L'article 2b du PLU autorise l'extension de bâtiments existants ou la création d'annexes limitée à 50% des surfaces des bâtiments jusqu'à 100 m2 d'emprise au sol et 30% des surfaces des bâtiments au-delà de 100m2 d'emprise au sol ; les surfaces existantes (maison +hangar) ont une emprise au sol de 280 m2 et permettent donc une annexe de 104 m2 . Le projet , d'une emprise au sol de 104 m2 , est donc conforme au PLU .

Liaison existant –projet :

L'extension est reliée à l'ancienne bâtisse mais il est reproché que la liaison ne soit pas sur la totalité du bâtiment : j'ai entendu que ce souhait de la Municipalité était motivé par le désir d'éviter la création d'une nouvelle unité foncière . Or s'il est tout fait légal de couper une bâtiment par une limite séparative matérialisée par un mur qui devient mitoyen , il est impossible de créer une limite séparative entre 2 bâtiments séparés par 2,60 m puisque toute construction doit être à minimum 4 m de la limite de parcelle . Cette décision ,non prescrite au PLU , aurait des conséquences contraires aux objectifs visés.

En conséquence , compte tenu de l'importance de cette construction dans notre organisation familiale , je vous demande de bien vouloir revoir ce dossier et donner une suite favorable à ma demande d'ici le 30 juin 2016 .

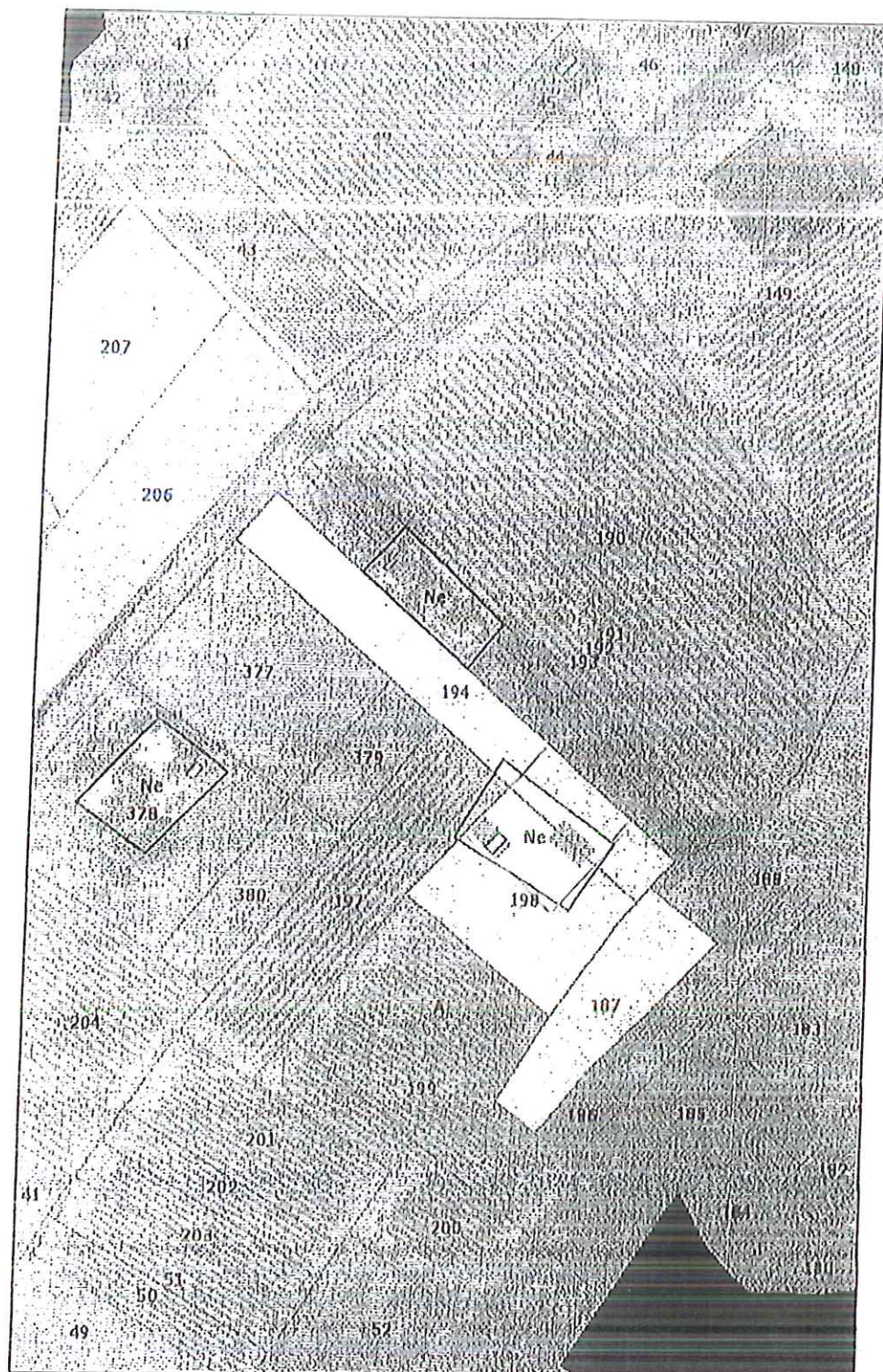
Vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier , je vous prie d'agréer, Madame le Maire , mes respectueuses salutations .

Bordeaux , le 27 mai 2016



PS : je souhaite que ce courrier soit porté à la connaissance de vos conseillers lors de la prochaine assemblée (31 mai à 19h30) à laquelle j'assisterais .

Position



Légende

- agriculture
- XX à urbaniser
- naturel
- Secteur Sauvegardé
- urbanisé
- ce
- ca
- agriculture
- AUa
- à urbaniser alternatif
- AUS
- à urbaniser alternatif
- Aus
- agriculture
- naturel
- HA
- HA
- HC
- HD
- HH
- naturel avec traitement de l'eau
- naturel constructible
- naturel
- urbanisé
- UA
- Us
- Uz
- urbanisé
- u
- élément léger
- élément lourd
- parcelle
- route
- Orthophoto 2012

0 22 44 66 88 m



Les informations contenues sur les cartes ne sont pas contractuelles, elles ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la collectivité.

P. Petit explique que la commune n'est pas opposée à son projet mais qu'il doit respecter les règles d'urbanisme. Le service instructeur ainsi que le chargé de mission « PLUI » de la communauté de communes sont consultés.

Berges du lagunage : Madame Aubin signale aux membres du conseil municipal qu'elle a dû mettre fin à la mission de la société AMeAU pour les berges du lagunage. 3000 € ont déjà été mandatés. Monsieur Pion regrette que l'on n'est pas renouvelé le contrat avec le cabinet Advice qui avait donné entièrement satisfaction jusqu'à maintenant.

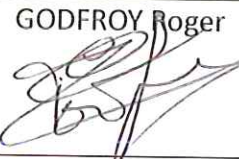

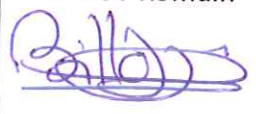



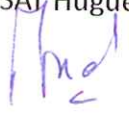

Kermesse des écoles : Samedi 18 juin à Haux

Soirée Flamenco : samedi 18 juin salle communale

PLUI : Réunion publique à 20 heures le 17 juin salle polyvalente de Lignan-de Bordeaux et le 23 juin 2016 salle polyvalente de Blésignac.

Prochain conseil : jeudi 23 juin à 19h30

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 22 heures

DUTHIL Franck Absent excusé	LANDA Jean-Paul	GODFREY Roger 	RAMBAUD Alexis (pouvoir JP LANDA)	DULEAU Jean-Michel 
BILLOT Romain 	BOUYOU Laure	BOUYSSOU Francis	PETIT Patrick	PETIT Isabelle 
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille	ZEKRYTY Nadia (Pouvoir R. BILLOT) 	FOSSAT Huguette 	AUBIN Nathalie 

Monsieur Landa ne souhaite pas signer le compte rendu.